



# nucléaire

BULLETIN DE LA COORDINATION DES GROUPES POUR UN ARRÊT IMMÉDIAT DU NUCLEAIRE - Décembre 2000 / N° 1

## Pourquoi une charte antinucléaire ?

C'est après l'utilisation de la bombe atomique puis avec le développement de l'industrie nucléaire militaire et civil imposé par une technocratie d'Etat, qu'est apparue la résistance antinucléaire. Elle s'est organisée plus ou moins sporadiquement ces cinquante dernières années. Sous la dénomination d'antinucléaires se regroupaient toutes les forces politiques qui, de près ou de loin, aspiraient à un monde sans pouvoir atomique et les risques qui en découlent. Le terme antinucléaire était suffisamment large pour inclure une palette de positionnements qui allait du refus radical de la société nucléaire capitaliste à une simple critique du choix énergétique, des dangers de l'atome, en passant par la dénonciation de la seule bombe américaine... Le mouvement antinucléaire était riche en débat d'idées, il se développait en opposition au modèle de société dominant, porteur d'un dynamisme alternatif, il participa pour une bonne part au retour de la gauche en 1981. Quel fiasco et pas seulement pour le mouvement antinucléaire ! Les socialistes allaient appliquer le programme de la droite, et plus. Les centrales fleurirent, l'atome continua sa prolifération et cela malgré toutes les bonnes paroles dispensées au plus haut niveau.

A la fin des années 1980 le mouvement était au plus bas, la catastrophe de Tchernobyl raviva quelques vellétés de résistance, mais il fallut attendre le milieu des années 1990 pour que le mouvement envisage de se réorganiser. En 1993 deux physiciens, avancent l'idée qu'il est possible de sortir du nucléaire en utilisant transitoirement l'énergie fossile disponible (principalement les centrales classiques au charbon qu'EDF s'empresse de démanteler). C'est en 1997-98 que se crée le "Réseau sortir du nucléaire", à l'initiative des Européens contre Superphénix, des Verts (aujourd'hui au gouvernement), de la Ligue Communiste Révolutionnaire et de quelques groupes de sites, dont Stop-Golfech. Le Réseau adopta très rapidement une charte de sortie du nucléaire et se posi-

tionne (encore aujourd'hui) pour une prise de décision immédiate de sortie progressive du nucléaire. Le terme progressif appliquée à la sortie du nucléaire permet (à un gouvernement qui se prononcerait pour la sortie) de gérer les centrales jusqu'à la fin de leur vie, elle évacue le risque de catastrophe nucléaire, l'inévitable production de déchets et laisse le temps et la certitude au lobby nucléaire de se réorganiser et de renouveler ultérieurement le parc de réacteurs. La rupture fut plus ou moins brutale au sein de la pensée et des groupes antinucléaires. Mais il fallut attendre 1999 pour qu'une nouvelle entité antinucléaire voit le jour. Un regroupement de différents groupes et individus appelant à un arrêt immédiat jetant les bases d'une nouvelle charte antinucléaire. C'est malheureux mais il fallait en passer par-là pour affirmer l'urgence d'une sortie face au risque grandissant de catastrophe et à la prolifération galopante. Le recours transitoire aux matières fossiles disponibles, à la thermie classique pour la production d'électricité apparaissait comme incontournable pour une sortie réaliste du nucléaire. Cette position "radicale" allait forcément heurter les esprits parmi les promoteurs des énergies renouvelables, particulièrement dans un contexte défavorable de la lutte mondiale contre les gaz à effet de serre instituant le fructueux impôt sur la production de CO<sup>2</sup>. Voilà où nous en sommes à ce jour... cette charte doit circuler, elle doit être amendée et affinée. C'est une parole antinucléaire qui ne prend pas en compte une logique de course au pouvoir, elle devrait permettre de se regrouper sur une base claire et de passer à l'action. Elle émane de personnes conscientes des contradictions du système capitaliste. Elle pose de nombreuses questions, comme par exemple : quelle est la société qui peut gérer le nucléaire aujourd'hui, et demain si la sortie est engagée ? Nous sommes sûrs que ce ne sont pas les moyens techniques, économiques ou financiers qui empêchent cette sortie, mais bel et bien le manque de volonté politique des dirigeants et particulièrement de ce gouvernement pluriel. Il ne tient qu'à nous que cet état de fait ne perdure.

Toulouse, CRAS - octobre 2000

## NUCLEAIRE. UN NOUVEAU SOUFFLE ECOLOGIQUE ?

L'augmentation du prix du pétrole fait au moins deux types d'heureux : les promoteurs des énergies renouvelables et le lobby nucléaire. Et c'est de fait un étrange tango d'amour-haine que nous dansent depuis plusieurs années les écologistes «responsables» et les nucléocrates.

Si le développement des énergies renouvelables est hautement souhaitable (mais pas n'importe comment, voir les contestations sociales sur certains projets de complexes éoliens en Espagne ou sur le Larzac) il est mensonger de le présenter comme une alternative à courte ou moyenne échéance (20 à 30 ans) aux énergies d'origines fossiles ou nucléaires, c'est pourquoi les écologistes de gouvernement se gardent bien de construire un quelconque rapport de force sur les questions énergétiques, rapport de force qui mettrait en cause leur participation à ces mêmes gouvernements<sup>1</sup>. Un coup de gueule par ci, par là et puis on oublie tout, sur le nucléaire en particulier. Mme Voynet signe tous les décrets qu'il faut pour assurer la pérennité de l'atome «civil» en France (le militaire on en parle même pas, c'est une question russe comme Tchernobyl était un accident «soviétique»), M. Trittin promet la meilleure des fins au nucléaire allemand en repoussant la sortie effective du nucléaire au terme «naturel» de la durée de vie des centrales (32 ans), ce qui donne 2021 comme date butoir (avec l'assurance de ne pas durcir les normes de sécurité entre temps afin de laisser les patrons de l'électronucléaire faire leur beurre tranquillement) et comme d'ici 2021 il se pourrait bien que le gouvernement change... Les écologistes de gouvernement creusent comme des taupes nous disent leurs thuriféraires mais à ce train-là, c'est l'écologie politique qu'ils enterrent !

D'autant plus que l'industrie nucléaire, en pleine panade, mise son va tout sur le temps et... l'écologie. Il n'y a pas plus écologiste que le nucléaire, nous affirment la bouche en cœur les Framatome, EDF et autres COGEMA, puisque toute la question écologique en matière d'énergie semble se résumer à l'effet de serre. Il est vrai qu'il faut à tout pris faire oublier la berezina atomique des années 90, l'extinction du marché des centrales, et sauver la mise, c'est-à-dire les moyens de rebondir (et de se payer grassement pendant les années de vache maigre). On joue donc sur le temps, les déclarations des politiques se multiplient sur le thème : «au prix du baril, gardons l'option du nucléaire ouverte», comme si le prix du nucléaire n'était pas, aux yeux des décideurs capitalistes, la raison même de sa déconfiture (le prix du pétrole actuel est, à monnaie constante, équivalent à celui de l'après choc pétrolier de la fin des années 70, période où les industriels des Etats-Unis, calettes en main, arrêtent la construction de toute nouvelle centrale nucléaire, tandis que la France, patrie des technocrates d'état et du Concorde, fonce dans le mur).

L'alibi du pétrole et de l'écologie est pitoyable, l'augmentation de la consommation de pétrole et de la production de gaz à effet de serre est pratiquement le fait des transports mais bon il faut garder la main à tout prix, c'est le cas de le dire.

Garder la main, c'est bien le problème du lobby nucléaire car le plus puissant ennemi du nucléaire c'est bien le nucléaire lui-même et, en conséquence, les mouvements sociaux qu'il

suscite. Ainsi cet été le gouvernement français a du rapatrier d'urgence sur Paris ses professionnels de la désinformation, la «Mission Granite», tant leurs déplacements en province mettaient le feu aux campagnes. Faire passer la pilule de l'enfouissement des déchets nucléaires en profondeur ressemble décidément à une mission impossible ! Quant au retraitement et autre recyclage du combustible irradié, cette farce au goût d'écologie (le nucléaire recycle donc il est propre !) tombe le masque avec les difficultés de la BNFL (équivalent anglais de la COGEMA et deuxième industrie du retraitement après la française) au bord de la faillite ; la COGEMA, de son côté, prépare discrètement son propre recyclage en Monsieur Propre occupé du seul démantèlement des centrales.

On l'a vu l'hiver dernier avec la tempête («le nucléaire et la bougie»), le nucléaire ne garantit rien si ce n'est la possibilité d'un accident majeur (on l'a frôlé dans le Blayais) en France ou ailleurs et avec lui son cortège de malheurs et d'horreurs. Le nucléaire est cette impasse technocratique issue de l'industrie de mort militaire, qui s'assoit sur toute règle démocratique et échappe, de par sa complexité même qui dépasse ses concepteurs, à tout espoir de contrôle quelconque, *a fortiori* à tout espoir d'autogestion de nos conditions de vie. Il faut sortir du nucléaire le plus rapidement possible, pour cela il est vital de décrypter la «communication» du lobby, travailler sur le terrain (seule la mobilisation sociale peut accélérer la fin du nucléaire), refuser de laisser du temps à l'industrie et aux gouvernements. Le nucléaire est à terre, il bouge encore, soyons pour une fois cruels, achevons-le !

Luc BONET (CLAP)

1. Les Verts ont fait capoter une manifestation nationale en novembre 99 et ont eu le culot de revendiquer comme leur victoire le fait que les décisions sur le renouvellement du parc nucléaire français (pertinence de lancer le programme EPR) soient remises à plus tard.

*Si vous voulez recevoir  
ce bulletin trimestriel,  
envoyez 30 F  
(abonnement annuel)  
au CLAP  
20, rue Blaise Pascal  
86000 POITIERS*

**La prochaine réunion  
de Stop nucléaire  
aura lieu à Limoges  
les 28 et 29 avril**

# Pour un réseau : **ARRÊT immédiat du nucléaire !**

Les mouvements d'opposition au nucléaire sont nombreux, surtout depuis le passage de la Mission Granite... leur diversité est aussi multiple que les maillons de l'industrie qu'ils combattent, ici contre l'extraction de l'uranium, là contre le traitement, l'enrichissement, là contre les centrales, ici contre l'usine de retraitement, par ici contre la dispersion, et là encore contre les labos d'enfouissement... mais cette diversité dans la dénonciation du nucléaire a du mal à formuler une conclusion politique, à se cristalliser autour d'une position politique.

Pour beaucoup, la première dénonciation porte sur le caractère dangereux de cette technique. Pour ceux qui sont le plus exposés « dans les luttes » c'est le caractère « militaire » qu'ils s'accordent à dénoncer à travers la logique scienti-fico-militaro-industrielle, basé sur le secret et la soumission à l'autorité.

Pourtant rares sont les mouvements d'opposition qui se disent ANTI-NUCLEAIRES c'est-à-dire souhaitant une sortie immédiate du nucléaire (civilitaire) comme préambule à toute gestion des problèmes liés au nucléaire (extraction, labos, dispersion...)

Aussi souhaitons-nous revenir sur les arguments et conclusions de divers discours de mouvements d'opposition au nucléaire qui, par stratégie de communication, ou pusillanimité, esquivent la question de l'arrêt immédiat du nucléaire.

S'il y a urgence pour arrêter le nucléaire civil, cela est le fait du risque de survenue de l'accident nucléaire majeur, et nous le verrons plus loin, également de la problématique des déchets.

Malgré l'accident majeur de type TCHERNOBYL, des mouvements préconisent un arrêt de façon progressive, c'est-à-dire veulent par un effet de transition, passer de la technique nucléaire à la technique des énergies renouvelables, ceci en 15-30 ans ; d'autres mouvements, par « pluralisme », avancent l'idée que nous aurions le choix entre la formule progressive ET/OU l'arrêt immédiat... comme si ce choix technique venait de chacun d'entre nous.

Nous pensons de notre devoir de réagir et dénoncer ces attitudes, et montrer les enjeux que nous percevons dans ces conclusions de « SORTIE DU NUCLEAIRE ». Pour nous, adhérents de la « Charte pour l'arrêt immédiat du nucléaire », l'arrêt doit être, et NE PEUT ETRE qu'IMMEDIAT. En aucun cas il ne peut être progressif, c'est-à-dire lié à l'utilisation stratégique des techniques de type énergies renouvelables.

## L'arrêt immédiat est un choix POLITIQUE...

...et l'utilisation de telle ou telle technique doit être la conséquence de ce choix politique. C'est ce choix qui doit dicter la solution, donc l'utilisation des énergies disponibles ACTUELLEMENT (charbon, fioul, hydraulique principale-ment).

Le nucléaire représente 5 % de l'énergie mondiale produite, son remplacement par des combustibles fossiles augmenterait l'effet de serre de façon négligeable.

Le choix également politique, de la formule d'arrêt progressif intègre – sans jamais le formuler – le risque de catastrophes nucléaires pendant 15 à 30 ans !!!

Le Limousin a connu 50 années d'exploitation de l'uranium. Aujourd'hui les mines et usines sont fermées et abandonnées (Jouac seul vestige se visite encore mais plus pour longtemps), mais la radioactivité résiduelle (+ de 80 % !) persistera encore des millions d'années, offerte à l'érosion des éléments et à la dispersion avant reconcentration tout au long de la chaîne alimentaire, en dépit, et au nez et à la barbe, d'une autosurveillance de l'industriel COGEMA (sur le départ) qui jouit de la bienveillance des Pouvoirs Publics (les exemples ne manquent pas - voir l'étude CRIL-RAD sur la division minière de la Crouzille en Hte Vienne).

Les générations futures (quelle blague !) c'est déjà nous 50 ans après ! Et nous savons que si l'extraction a cessé en France (pas assez rentable) c'est pour répondre aux préoccupations économiques du moment. Hier ici, en Limousin, dans le Forez, en Vendée, dans l'Hérault, en Bretagne... demain ailleurs, après demain de nouveau ici.

Arrêter le nucléaire c'est arrêter tous les maillons de la chaîne PARTOUT, ici et ailleurs, c'est ne pas tolérer qu'au nom d'une sortie progressive (solution s'auto-proclamant réaliste en dépit de la non prise en compte de la catastrophe nucléaire) on continue l'extraction de l'uranium de par le monde, au Niger, en Australie, au Canada (Saskatchewan), en fermant les yeux sur les dérivés engendrés par cette exploitation autant sur la santé des populations que sur leur environnement, alors que nous savons si bien ce que sont ces atteintes irréparables pour les avoir subies et les subir encore chez nous. Arrêter le nucléaire maintenant pour que les problèmes liés au nucléaire ne soient pas

indéfiniment reproductibles, et à ce moment là seulement, se pencher sur la gestion post-nucléaire civilitaire, laquelle s'avère pour ce que nous en savons, suffisamment compliquée, voire insoluble sous certains aspects, notamment celui de l'impossible « futur sans nucléaire ».

Ainsi dire non à l'enfouissement ici ne peut qu'impliquer de dire non ailleurs, mais il nous faut surtout prendre garde à ne pas avancer de propositions du style « laisser les déchets près des centrales, ou sur les sites déjà nucléarisés car nous ne pouvons être partie prenante dans la gestion du nucléaire ».

En ce qui nous concerne, nous disons donc : « ni ici, ni ailleurs » et condition sine qua none à toute discussion sur la gestion des déchets : « **ARRÊT IMMEDIAT DE TOUTE LA FILIERE NUCLEAIRE** ».

Sachant que nous n'avons aucun pouvoir sur les autres maillons de la chaîne du nucléaire (extraction, concentration, retraitement, centrales...) n'est-il pas dangereux de prendre position sur ce problème de gestion des déchets, ultime étape de la filière ? Pour nous toute participation à la gestion (même à titre « consultatif ») nous IMPLIQUE, or nous ne sommes pas partie prenante tant que nous n'avons pas obtenu un **ARRÊT IMMEDIAT**, étant entendu que tout arrêt progressif accordé par un gouvernement ne garantit aucunement qu'un autre gouvernement ne reviendra pas sur cette décision, et encore moins qu'aucune **CATASTROPHE NUCLEAIRE** ne se produira avant la sortie.

En outre, il faut constater que la tactique de participation aux processus de gestion n'a pas permis de faire avancer le discours anti-nucléaire, ce sont les erreurs et les catastrophes nucléaires qui ont un pouvoir démonstratif aux yeux des citoyens. C'est pourquoi les décideurs sont si attachés à élaborer le discours ad hoc... avec l'aide des opposants !

Alors, à la question : que faire ? nous répondons : ne pas co-gérer – ne pas gérer mais dénoncer – car ne pas gérer cela permet de dénoncer ! **DENONCER, C'EST CONSTRUIRE UN DISCOURS QUI TRAITE DU PROBLEME ET NON DES AVATARS DE LA GESTION DES DECHETS.**

CLADE

## La SORTIE PROGRESSIVE est porteuse d'illusions :

1) L'illusion d'un monde où la technique est :

a) maître de notre avenir – les choix techniques seraient inscrits dans leur propre développement – or, qui nous garantira que d'ici quelque temps le nucléaire ne sera pas à même de « redémarrer » (conjoncture économique, pression du lobby...) et n'est-ce pas oublier que le lobby crée ces conditions « techniquement » (contrats à l'exportation, etc.)

b) maître de la qualité de vie : y aurait-il encore un coin de paradis non pollué par le nucléaire civilitaire ? Peut-on croire à une parade technique qui nous éviterait la pollution nucléaire actuelle ? Ce n'est pas la maîtrise technique qui permettra de remettre les compteurs à zéro, pas plus que la gestion et le contrôle de l'industrie nucléaire ne nous permettront de croire à un monde sans pollution nucléaire.

2) L'illusion que la SORTIE DU NUCLEAIRE c'est « QUAND VOUS VOULEZ » comme l'annonce le RESEAU SORTIR DU NUCLEAIRE. La preuve : les résultats des sondages sont « favorables » depuis longtemps, et nous sommes toujours dans le nucléaire.

Ce n'est pas l'engagement dans une solution technique individuelle (maison solaire, chasse aux gaspils...) censée créer une dynamique devant aboutir à l'arrêt du nucléaire, qui doit être proposé comme solution aux populations. L'engagement, s'il est individuel, n'a de sens que dans la lutte, mais la solution ne peut être que collective, donc politique.

Faire le lien entre énergies renouvelables et nucléaire, c'est nous faire croire que nous serions acteurs de la mise en place des « solutions », donc responsables, alors que nous sommes victimes du secret, du mensonge... cela revient donc à culpabiliser ceux qui ne peuvent ou ne savent pas faire dans les énergies renouvelables... alors qu'en réalité nous sommes tous victimes de la politique énergétique actuelle.

Toute solution technique ne peut prétendre devenir une dynamique politique, elle n'est qu'une démonstration d'efficacité technique, fut-elle alternative.

3) L'illusion que les dévoreurs d'électricité...

... même s'ils ne sont pas « les payeurs » ne seraient pas les « industries » (et le nucléaire lui-même), mais les particuliers. Le secteur domestique consomme 30 % de l'énergie électrique, cette consommation (domestique + industrie + nucléaire...) ne représentant par ailleurs que 15 à 20 % de l'énergie totale consommée en France. Dans ces conditions, pourquoi demander autant d'effort à ces usagers dont la consommation électrique est très secondaire par rapport au total de l'énergie consommée.

Au même titre que les populations exposées aux irradiations et aux contaminations (pratiquement sur toute la planète), nous nous considérons comme des otages du nucléaire.

# CHARTRE POUR L'ARRET IMMEDIAT DU NUCLEAIRE

La possibilité d'accident majeur, de la catastrophe nucléaire, fait partie ouvertement de la gestion sociale. Les experts internationaux ont émis un grand nombre de recommandations pour gérer au mieux les catastrophes nucléaires. En France, les autorités «responsables» les prennent en compte : mise en place de cellules de crise, distribution de comprimés d'iode au voisinage des centrales nucléaires, plans particuliers d'intervention prévoyant l'évacuation ou le confinement des populations pour les 24 à 48 heures d'une situation d'urgence ; pour après, c'est le vague le plus complet...

Face à un tel risque de catastrophe, il ne peut y avoir «une seule orientation pour le mouvement antinucléaire : l'arrêt immédiat de toutes les centrales en fonctionnement, l'abandon définitif de tout projet nouveau basé sur l'électronucléaire, ainsi que de tous les sites militaires nucléarisés». Car le nucléaire militaire est indissociable du nucléaire civil, tant par les risques de catastrophe majeure liée à un accident sur ses sites que par la production de déchets. Toute politique visant à prôner un arrêt progressif ou à terme ne fait en définitive que le jeu des pronucléaires, qui, en prolongeant de dix, vingt ans ou plus la durée de vie des centrales, nous conduisent encore plus sûrement vers une catastrophe.

Pour nous, la nécessité d'arrêter d'urgence l'industrie électronucléaire est fondée sur les conséquences sanitaires et sociales des catastrophes nucléaires possibles. Aucun argument de type économique, politique, écologique ou autre, quelle qu'en soit l'origine, ne peut peser face au risque encouru par les populations. La seule solution rationnelle est la sortie rapide du nucléaire indépendamment des conséquences, économiques, idéologiques ou écologiques. Il est nécessaire d'arrêter cette folie qui, en plus de l'accident majeur qui se profile, hypothèque pour des milliers d'années la santé de la planète par l'énorme masse des déchets accumulés dont on ne sait que faire.

## Arrêter le nucléaire ne signifie pas se passer d'électricité !

C'est un fait que les énergies renouvelables (microhydraulique, solaire photovoltaïque, éolien, etc.) ne peuvent en aucun cas, actuellement, sans changement profond du mode de vie (production et consommation), permettre de produire l'électricité dont nous aurions besoin en arrêtant le nucléaire. Cela signifie qu'il faut utiliser au maximum de leurs capacités ce dont on dispose actuellement. Les autres pays, moins nucléarisés que la France, utilisent largement charbon et fioul pour produire leur électricité. Ainsi au Danemark, pays modèle pour le développement de l'électricité éolienne, la part de charbon et de fioul dans la production électrique était, en 1996, de 85 % (contre 7,5 % en France).

Il n'y a encore que peu d'électricité produite en France à partir du gaz. Par contre, en plus de l'hydraulique, il y a des centrales sous-utilisées à charbon et à fioul qu'EDF a commencé à démanteler, alors qu'elle exporte des techniques de «charbon propre» qui pourraient facilement être adaptées ici. La production de ces centrales exploitées au maximum, couplée à un arrêt des exportations et de l'autoconsommation de l'industrie nucléaire, grosse dévoreuse d'électricité, permettrait d'arrêter dès maintenant plus des deux tiers du parc électronucléaire français.

Il est évident que le recours au charbon et au fioul grâce auquel nous pouvons rapidement diminuer notablement la part de l'électronucléaire n'est pas l'idéal<sup>1</sup>. Pour nous, il y a une urgence prioritaire : éviter les catastrophes nucléaires, civiles et militaires. Bien sûr ce que nous proposons est compatible avec le recours aux énergies renouvelables et aux économies d'électricité partout où c'est possible, comme par exemple l'abandon du chauffage électrique dans tous les établissements publics.

Cela ne veut pas dire que nous sommes insensibles aux problèmes énergétiques pour le long terme. Mais il nous paraît important que ces problèmes soient envisagés et discutés à partir de bases réalistes et non à partir de fantasmes scientifiques, les mêmes fantasmes qui nous ont conduit dans l'impasse nucléaire aujourd'hui. Le mouvement antinucléaire se doit d'être clair sur ces points et ne peut s'accommoder de considérations politiciennes ou électoralistes. Il se doit d'être complètement indépendant des partis et des lobbies pour ne pas entrer dans le jeu de dupe que constituent les marchandages entre différentes forces au pouvoir ou aspirant à l'être.

Outre la catastrophe, le nucléaire nous fait courir un autre risque : celui de vivre de plus en plus dans une société hypercentralisée où aucun changement ne sera possible, avec absence totale de contrôle de tout un chacun, mais le règne absolu de ceux qui «savent», scientifiques et technocrates, avec le legs des déchets aux générations futures. En tant qu'élément moderne du totalitarisme, le recours au nucléaire doit être abandonné d'urgence.

1. Commission internationale de protection radiologique (CIPR), Organisation mondiale de la santé (OMS), Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Commission européenne, etc.

2. Soulignons qu'il n'aurait qu'une contribution marginale au phénomène planétaire de l'effet de serre.

**Une charte pour l'arrêt immédiat du nucléaire a été signée par :**

**ADEMAU** (Association pour la défense des monts d'Auriat). **CCNED** (Collectif contre le nucléaire et l'enfouissement des déchets Plouaret). **CLADE** (Coordination limousine antidéchets radioactifs). **CLANG** (Collectif de lutte antinucléaire girondin). **CLAP** (Collectif de lutte antinucléaire poitevin). **CRAS** (Centre de recherche sur l'alternative sociale). **Comité Stop-Nogent-sur-Seine**. **CIAV** (Collectif indépendant anti THT du Volvestre). **Alternative libertaire**. **Stop-Melox**. **CIDRA** (Collectif vosgien d'information sur les dangers radioactifs).

**N'hésitez pas à devenir signataire de la charte.**